

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
06/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ECT

HOUDOUX
91470 Angervilliers

Références : **D2023**
Code AIOT : 0006511676

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement ECT (ex WIENERBERGER) implanté HOUDOUX 91017004 91470 Angervilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral du 5 août 2021 relatif à la mise en oeuvre de mesures d'urgence visant à la sécurisation des terrains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECT
- HOUDOUX 91470 Angervilliers
- Code AIOT : 0006511676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière était réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2007-PREF/DCI3/BE du 6 avril 2007. La société ECT a repris la responsabilité de la gestion des terrains en lieu et place de la société WIENERBERGER par arrêté préfectoral du 29 juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté de mesures d'urgence du 5/08/21

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remblaiement des plans d'eaux propices à la baignade	AP de Mesures d'Urgence du 05/08/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Remblaiement réalisé uniquement avec les déblais de la carrière	AP de Mesures d'Urgence du 05/08/2021, article 2	/	Sans objet
3	Rapport final concernant le remblaiement	AP de Mesures d'Urgence du 05/08/2021, article 3	/	Sans objet
4	Interdiction au public de l'accès aux installations	AP de Mise en Demeure du 19/08/2021, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de la carrière est arrêtée. Les zones potentielles de baignades ont été supprimées. Le site est clôturé. Administrativement, il est nécessaire de proroger l'autorisation de la carrière et de modifier les conditions de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblaiement des plans d'eaux propices à la baignade

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 05/08/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Remblaiement des plans d'eaux propices à la baignade
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ECT, exploitant une carrière située au lieu-dit "la muette" sur la commune d'Angervilliers et aux lieux-dits "la Patte d'Oie", "les Houdoux" et "les Rochettes de Granville" sur la commune du Val Saint-Germain, met en œuvre le remblaiement de tous plans d'eaux propices à la baignade, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de la présente visite du site le 07 juin 2023, l'inspection a pu constater que les bassins ont été complètement remblayés. L'exploitant précise que le comblement des plans d'eau a débuté en août 2021 et s'est achevé en novembre 2021. L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 05 août 2021 est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remblaiement réalisé uniquement avec les déblais de la carrière

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 05/08/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Remblaiement réalisé uniquement avec les déblais de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le remblaiement ne peut être réalisé qu'avec les déblais issus de l'excavation de la carrière stockés sur le même site. La côte NGF de terrains remblayés ne doit pas dépasser la côte NGF des terrains adjacents.
Constats : Lors de la présente visite du site, l'inspection constate que les zones propices à la baignade ont été remblayées. L'inspection constate visuellement que la côte NGF de terrains remblayés ne dépasse pas la côte NGF des terrains adjacents. Cette constatation est confirmée par le plan topographique du site mis à jour. Selon l'exploitant, les déblais utilisés pour le remblaiement proviennent du terrassement d'une zone voisine à la carrière (parcelle 831). Ces déblais utilisés sont issus de l'excavation de la carrière selon l'exploitant (cf. point suivant pour plus de détails sur l'opération).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rapport final concernant le remblaiement

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 05/08/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport final concernant le remblaiement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ECT établit un rapport final transmis à l'inspection des installations classées sous un mois à partir de la fin du remblaiement. Ce rapport contient a minima : <ul style="list-style-type: none">- le nouveau plan topographique,- la quantité de déblais utilisés,- la justification de la provenance des déblais,- l'ensemble des informations du déblaiement,- la description des incidents et accidents, le cas échéant.
Constats : Un rapport daté de mai 2022 relatif au suivi des mesures de mise en sécurité de la carrière a été transmis à l'inspection des installations classées. Le rapport susvisé comprend un plan topographique de la carrière mis à jour. Toujours selon le rapport, l'opération de comblement des bassins a nécessité un volume de 63 000 m3 de déblais. Les déblais utilisés proviennent du terrassement d'une zone de 3.5 ha sur une épaisseur moyenne de 1.8 m et sont constitués de remblais existants utilisés pour le remblaiement de la carrière d'argile. Cette zone de 3.5 ha est située sur la parcelle n° 831 et est localisée sur une vue aérienne du site en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Interdiction au public de l'accès aux installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction au public de l'accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Enviro-Conseil et Travaux, dont le siège social est situé D401 Route du Ménil-Amelot - 77230 VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN, exploitant une carrière à ciel ouvert d'argile sise lieu-dit "La Muette" sur la commune d'Angervilliers et lieux-dits " La Patte d'Oie", "Les Houdoux" et "les Rochettes de Granville" sur la commune du VAL-SAINT-GERMAIN (91530), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : - l'article II-12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 avril 2007 susvisé et de l'article 13 de l'arrêté ministériel susvisé, en prenant les mesures correctives nécessaires afin d'interdire au public l'accès aux installations.
Constats : Pour rappel, lors de la précédente visite du site le 11 juin 2021, l'inspection avait constaté la présence : - d'un vigile 24h/24 pour éviter les intrusions ; - de clôtures installées récemment arrachées et découpées ; - d'un portail forcé ; - de deux personnes du public lors de l'inspection sur le site dans le but d'aller se baigner dans la carrière. Suite aux constats susvisés, l'exploitant avait été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19 août 2021 de prendre les mesures correctives nécessaires afin d'interdire au public l'accès aux installations. L'exploitant devait dans les plus brefs délais remettre en état la clôture de la partie sud et disposer des pancartes indiquant le danger. Lors de la présente inspection du 07 juin 2023, l'inspection constate : Le danger n'est pas signalé par des pancartes placées à proximité des zones clôturées.
Observations : Suite à la visite et à un échange téléphonique (et courriel) du 27 juin 2023, l'exploitant a lancé en interne les actions correctrices. Par courriel du 5 juillet 2023, la société a informé l'inspection que les travaux de réparation de la clôture au niveau d'un portail et d'une zone éloignée donnant sur les bois avaient été effectués. De plus, des panneaux d'interdiction de pénétrer sur le site ont été apposés. Des photos ont été communiquées par l'exploitant dans le courriel précité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021
Thème(s) : Situation administrative, encadrement activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : article 1er prorogation de l'autorisation de 6 mois jusqu'au 6 octobre 2021
Constats : L'activité de la carrière est arrêtée. L'autorisation est échue depuis le 6 octobre 2021. La société ECT a déposé un dossier en date du 16 avril 2021 relatif à une demande de changement d'exploitant concernant la carrière au lieu dit « la muette » sur la commune d'Angervilliers et aux lieux dits « la Patte d'Oie », « les Houdoux » et « les Rochettes de Granville » sur la commune du Val-Saint-Germain. Associé à ce changement d'exploitant, et au regard des activités de carrière, des garanties financières doivent être instituées. Ces dernières s'élèvent à un montant de 236 609 euros. Par arrêté préfectoral du 29 juillet 2021, le changement d'exploitant a été acté et la société ECT devait déposer l'acte de cautionnement sous un mois. En parallèle, la société ECT avait fourni un dossier relatif au réaménagement de la carrière en avril 2021 avec une demande de prorogation jusqu'en avril 2022. Suite à la demande de l'exploitant compte tenu de nouveaux projet, ce dossier n'a pas fait l'objet d'une instruction. La société ECT souhaite, dans le cadre d'un nouveau projet de réaménagement, implanter des panneaux photovoltaïques sur le site.
Observations : La société ECT doit déposer un dossier de prorogation de la carrière et mettre à jour le dossier déposé en avril 2021 au regard du nouveau projet de réaménagement et de ferme photovoltaïque et communiquer l'acte de cautionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

